

Editorial

Mr. Axworthy's Green Paper has now been in the public domain for several months. It has set in motion a social security reform process which will reveal the federal Liberal government's new vision of Canada.

Do Liberals still have a vision of a Canada, as they expressed it in the White Paper of 1945, and in the expansion of the welfare state in the 1960s, where increasing prosperity is more fairly distributed and where people have more voice in their everyday lives? If it is this vision then we can expect the federal government to press the Bank of Canada to reduce interest rates as a central element in its efforts to lower the burden of the debt. We can also expect a concerted strategy to raise the level of employment and wages through industrial and labour market policies such as: the development and diffusion of innovation and new technology, building economic capacity, managed trade, and increased minimum wages.

Or, do they see their task as restructuring social programs so as to free market forces? If so we can expect the federal government to let the Bank of Canada continue its real high interest rate policy, undercutting any reasonable efforts to reduce the deficit. We can also expect worsening inequality in labour markets and society if economic adjustments are ruled strictly by market forces rather than mediated by social priorities.

A compromise between the two visions may be what the government was aiming for in the Green Paper but it was not what they accomplished. The Green Paper suggests the latter vision as the choice of the federal government. It is a choice supported strongly by business organizations. The former is the preferred vision of union, women's, social reform and anti-poverty groups. We are left with two related questions: has the consensus on the welfare state shifted to the right? and, which vision will the government choose?

Allan Moscovitch,
Coordinator, Editorial Working Group

Éditorial

Le livre vert du ministre Lloyd Axworthy est du domaine public depuis déjà plusieurs mois. Il a mis en branle un processus de réforme de la sécurité du revenu qui doit exprimer la nouvelle vision du Canada que le gouvernement libéral à Ottawa est censé avoir.

Mais, les Libéraux fédéraux ont-ils encore une vision du Canada? Cette vision ressemble-t-elle à celle qu'ils avaient dévoilée dans leur livre blanc de 1945 et concrétisée dans l'expansion de l'État-providence des années soixante où les objectifs sociaux et économiques étaient intimement liés, où la richesse collective distribuée de façon équitable et où, finalement, les gens pouvaient s'exprimer sur les choses qui les touchaient directement? Si c'est bien leur vision des choses, on pourrait s'attendre alors à ce que le gouvernement fédéral presse la Banque du Canada de réduire les taux d'intérêt en tant qu'élément central d'une stratégie visant à alléger le fardeau de la dette. Nous serions également en droit de nous attendre à voir une stratégie concertée pour augmenter l'offre d'emplois ainsi que les salaires grâce à une politique industrielle qui fasse appel à l'innovation, au développement de nouvelles technologies, au renforcement de notre économie, à la gestion du commerce et à l'augmentation du salaire minimum.

Or, la restructuration des programmes sociaux proposée par les Libéraux fédéraux vise-t-elle à libérer les forces du marché? Si c'est le cas, on peut s'attendre à voir la Banque du Canada continuer à pratiquer une politique de taux d'intérêt élevés qui aura pour effet de miner les efforts nécessaires à la réduction du déficit. On peut s'attendre aussi à voir les inégalités sociales s'amplifier si, au lieu d'être médiés par les priorités sociales, les ajustements économiques sont laissés aux forces du marché.

Le livre vert du gouvernement fédéral cherche sans doute à établir un compromis entre ces deux visions des choses, mais ce n'est vraiment pas ce qu'il va réaliser. Le livre vert semble pencher du côté des forces du marché. C'est peut-être le choix du gouvernement fédéral. C'est un choix qui est soutenu fortement par les organisations patronales, alors que le mouvement syndical, les femmes et les groupes anti-pauvreté défendent les programmes sociaux et demandent que l'économie du marché ne soit pas laissée à elle-même. Dans ce contexte, deux questions se posent: Le consensus sur l'État-providence est-il passé à droite? Quelle vision du Canada le gouvernement fédéral entend-il choisir?

Allan Moscovitch,
Coordinateur du collectif de rédaction